









REFUSER LE PACTE - PORTER NOS REVENDICATIONS METTRE EN ECHEC LE GOUVERNEMENT

Alors que l'engagement présidentiel portait sur une augmentation inconditionnelle pour toutes et tous de 10%, le ministère de l'Éducation Nationale peine à masquer ce mensonge supplémentaire qui marque le mépris pour l'École en général et ses personnels en particulier. Contre l'avis unanime des organisations syndicales, il a imposé ce dispositif en publiant les textes réglementaires au cœur de l'été.

Cependant le ministère a échoué à faire entrer les collègues dans le Pacte. Fin juin, ce sont plus d'une centaine d'établissements du département qui ont adopté des motions de rejet du Pacte. En cette rentrée l'écrasante majorité des enseignant·es a refusé ce dispositif synonyme de « travailler plus pour s'épuiser davantage »! Ainsi, selon des premiers chiffres, aucun Pacte n'a été signé dans plus de 30% des établissements quand les « volontaires » sont très faibles dans les autres et mettent déjà en avant l'accroissement des inégalités puisque davantage d'hommes que de femmes s'y sont engagés...

Par ailleurs, rien n'est prévu pour améliorer les salaires et les conditions de travail indignes des AESH. Pourtant, en cette rentrée encore, nombre d'élèves en situation de handicap n'ont pas l'accompagnement auquel ils et elles ont droit, par manque d'AESH, et par manque de place en ULIS.

Pour nos organisations, le Pacte, en plus d'être une aberration pédagogique, entraîne :

- une **contractualisation de notre salaire** : effectuer des missions supplémentaires contre des primes non comprises dans le calcul de la retraite.
- une **dégradation du fonctionnement** des écoles et établissements et la fragilisation des collectifs de travail par la **mise en concurrence des personnels**.
- un accroissement de la charge de travail et sa flexibilisation pour « rester disponible », avec l'introduction de la notion d'astreinte dans les établissements scolaires.
- un traitement inéquitable des élèves dans le service public d'éducation.
- le creusement des inégalités salariales femmes/hommes.

En lycée professionnel la plupart des missions contribuent à la mise en place de la réforme de la voie professionnelle. Cela veut dire que sans Pacte, pas de réforme ! Aux collègues de le refuser pour rejeter cette réforme.

Le budget alloué au Pacte représente à lui seul près de 1 800 postes pour notre seule académie alors qu'il manque des personnels dans de nombreuses écoles et établissements. Nos organisations réclament l'abandon du Pacte et le basculement de son enveloppe budgétaire pour des mesures sans contrepartie afin d'atteindre au moins les 10 % d'augmentation pour toutes et tous en revalorisant le point d'indice et son indexation sur l'inflation.

L'intersyndicale Education de la Haute-Garonne Snes FSU, SNUipp FSU, SNUep FSU, Fnec FP FO et CGT Éduc'action appelle les collègues à continuer de refuser collectivement le Pacte. Elle soutiendra celles et ceux qui subiraient des pressions.

Elle appelle à s'emparer des mobilisations du mois d'octobre, y compris par la grève, pour imposer nos revendications, contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires.